

bouche de Son Excellence par ses conseillers constitutionnels qui ont naturellement à leur disposition les moyens de s'assurer des conditions du pays. Mais le Gouvernement nous dira-t-il jusqu'à quel point cette prospérité est due à son entremise? Qu'a-t-il fait durant l'année qui puisse compter pour cette prospérité? Il est raisonnable de croire que le Gouvernement désire imposer au public, d'une façon ou de l'autre, la croyance que cette prospérité est due en quelque chose à ce qu'il a accompli. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement n'a accordé aucune reconnaissance à la divine Providence pour cette prospérité, et puisque le Gouvernement n'a donné aucun mérite à la Providence, nous devons présumer qu'il désire conserver pour lui tout ce mérite.

On nous affirme que l'immigration déverse ses flots abondants d'immigrés très acceptables et tirés des meilleurs éléments des Iles Britanniques, de l'Europe et des Etats-Unis. Mais le Gouvernement a oublié de mettre dans le discours du trône le fait que la North Atlantic Trading Company est défunte. Pendant des années on a prétendu que le flot de l'immigration était dû aux efforts de cette compagnie, mais nous avons maintenant l'assurance, venant de la source la plus haute, que, même depuis que la compagnie a cessé d'exister, l'immigration s'est déversée sur le Canada en flots abondants, formés des meilleurs éléments des Iles Britanniques, de l'Europe continentale et des Etats-Unis. Je me plais à croire que nous recevons une part équitable de l'immigration et qu'un plus grand soin est pris quant à la qualité de ceux qui viennent chez nous. Pendant des années, quand nous disions qu'on devait tenir compte de la qualité plutôt que de la quantité et quand nous soulevions des objections relativement aux mœurs d'un grand nombre d'immigrants venant au Canada, on nous donnait l'assurance qu'il ne venait ici que les meilleurs, des cultivateurs et des ouvriers de ferme—pas d'artisans ni d'ouvriers de métiers—la vraie crème des Iles Britanniques et de l'Europe continentale.

Et cela, en dépit de l'arrivée des Doukhobors, des Galiciens, des Finlandais et des immigrants de toutes les parties du monde. Un jour arriva que le Gouvernement dut tenir compte des plaintes que sa politique d'immigration provoquait dans tout le Canada. Il fut obligé de rapatrier un grand nombre de ces immigrants et les documents déposés sur le bureau de la Chambre font voir que le nombre des déportés, depuis quelques années, s'élève à plusieurs milliers.

Depuis dix ans, nous nous sommes efforcés de faire comprendre au Gouvernement la nécessité d'apporter plus de soin dans le choix des immigrants et toujours on nous répondait que ceux qui nous arrivaient appartenaient à la meilleure classe

et que nous ne pouvions pas espérer en avoir de meilleurs. Mais plus tard, le Gouvernement dut admettre qu'il se trompait et aujourd'hui, il se vante du grand nombre de ceux qu'il a dû renvoyer dans leur pays.

Nous remercions Son Excellence de l'assurance qu'il nous donne que l'industrie et le commerce ont fait de grands progrès durant l'année et que ces progrès s'étendent à toutes les lignes d'industries. On aurait pu croire que le commerce était dans le marasme quand M. W. T. R. Preston décida de faire ses malles et de quitter le Japon à la recherche d'une autre occupation. Il paraissait être le seul homme sur lequel le Gouvernement comptait pour tout arranger et tout faire marcher, partout où il se trouvait. C'était la mission qu'il s'était donnée au sujet de l'immigration en Europe et il était à peine arrivé au Japon qu'il mit le trouble dans les relations commerciales entre les deux pays.

On nous avait prédit qu'il révolutionnerait le commerce et l'accroîtrait dans des proportions phénoménales avec les pays d'Orient dont la population est de 450,000,000. Mais il fut bientôt forcé de s'éloigner et il est actuellement à la recherche d'un autre théâtre. Néanmoins, on nous dit que notre commerce est en progrès, et nous devons nous en montrer reconnaissants.

On nous dit encore que la construction du Transcontinental national a été poussée avec vigueur, dans le cours de l'année; on aurait fort bien pu en dire autant de la dette de l'Etat. Jamais dans l'histoire de ce pays, on n'a vu une augmentation de la dette publique comparable à celle qui a eu lieu depuis un an ou un an et demi. Le Gouvernement a hâté la construction du chemin de fer transcontinental et il a dépensé l'argent sans regarder.

D'aucuns ont prétendu, et non sans raison, je crois, qu'une bonne partie de cet argent a été dépensée inutilement, que les prix ont été majorés, qu'il y a eu du gaspillage dans le classement des travaux, que les marchés ont été mal rédigés et qu'il y a eu du gaspillage presque partout.

Il y a deux ans, toutes ces accusations ont été niées énergiquement. Des plaintes avaient été faites par M. Hodgins, et après une enquête, la majorité du comité a déposé un rapport exonérant les inculpés. Cependant, il y a le fait indiscutable que la partie la plus intéressée dans l'affaire, la compagnie elle-même déclare que les classifications ont été majorées, que des dépenses inutiles ont été faites, et qu'elle entend s'adresser aux tribunaux pour faire rétablir les faits.

C'est ce qui a été démontré à l'enquête, en dépit du rapport exonérant la commission.

Mais ce n'est pas tout. J'ai ici le rapport de l'Auditeur général et j'y vois que ce